



Arrêté du 15 janvier 2002 portant application du Décret n° 2000-815 du 25 août 2000 relatif à l'aménagement et à la réduction du temps de travail dans les Services déconcentrés et Établissements relevant du Ministère de l'Éducation Nationale

(JO Lois et Décrets du 18 janvier 2002 page 1103)

Modifié par:

Arrêté du 18 juin 2002, JORF du 28, page 11163 ;

Décret n° 2004-1307 du 26 novembre 2004, JORF du 30 novembre 2004, page 20343.

Le Ministre de l'Économie, des Finances et de l'Industrie, le Ministre de l'Éducation Nationale, le Ministre de la Fonction Publique et de la Réforme de l'État et la Secrétaire d'État au Budget,
Vu le Code de l'Éducation et notamment son article L. 953-4 ;
Vu le Décret n° 2000-815 du 25 août 2000 relatif à l'aménagement et à la réduction du temps de travail dans la Fonction Publique de l'État, et notamment ses articles 1er, 4, 5, 6 et 9 ;
Vu le Décret n° 2002-79 du 15 janvier 2002 relatif aux astreintes dans les Services déconcentrés et Établissements relevant du Ministère de l'Éducation Nationale ;
Vu l'avis du Comité Technique Paritaire Ministériel de l'Éducation Nationale en date du 5 octobre 2001 ;
Vu l'avis du Comité Technique Paritaire Ministériel de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche en date du 9 octobre 2001,

Arrêtent :

Titre Ier : Champ d'application

Art. 1er. - Le présent Arrêté s'applique à l'ensemble des personnels ingénieurs, administratifs, techniques, ouvriers, sociaux, de santé et de service, ainsi qu'aux personnels chargés de fonctions d'encadrement, lorsqu'ils exercent dans les Services déconcentrés ou Établissements relevant des Ministres chargés de l'Éducation Nationale et de l'Enseignement Supérieur, à l'exception des Services centraux.

Titre II : Durée annuelle de travail des personnels

Art. 2. (Modifié par Décret n° 2004-1307 du 26 novembre 2004, art. 3, JORF du 30 avec effet du 1er janvier 2005) - Dans chaque Service ou Établissement, la réduction du temps de travail s'opère suivant l'une des modalités suivantes ou leur combinaison :

1. Réduction de la durée hebdomadaire de travail, dans le respect de la durée annuelle de référence de 1.607 heures et du nombre de jours de congés existant préalablement à l'entrée en vigueur du Décret du 25 août 2000 susvisé, sur la base de 9 semaines de congés dans les situations de travail les plus courantes à l'Éducation Nationale ;

2. Octroi de jours de congés supplémentaires au titre de l'aménagement du temps de travail, dans le respect de la durée annuelle de référence, sans changement de la durée hebdomadaire antérieure.

L'organisation du service peut prévoir une durée hebdomadaire moyenne de travail supérieure à 35 heures, lorsqu'elle est nécessaire pour atteindre la durée annuelle de référence de 1.607 heures, sous réserve du respect des garanties minimales de durée du travail et de repos.

Art. 3. - Le temps de travail des personnels de la filière sociale et de santé, à l'exception des conseillers techniques des Recteurs et Inspecteurs d'Académie se répartit sur une période de 38 semaines d'activité pour les médecins et personnels sociaux et 36 semaines d'activité pour les personnels infirmiers. Il est décompté ainsi qu'il suit :

a) 90 % de la durée annuelle de travail sont effectués en présence des élèves ou étudiants;

b) 10 % de la durée annuelle de travail sont répartis sur toutes les autres activités, sous la responsabilité de l'agent.

Art. 3-1. - Par dérogation aux dispositions de l'article 3 du présent Arrêté, les amplitudes journalières et hebdomadaires de certains personnels exerçant un métier à spécificités particulières sont fixées ainsi qu'il suit :

- personnels ouvriers des Centres Régionaux des Oeuvres Universitaires et Scolaires : amplitude hebdomadaire comprise entre 32 et 43 heures ;

- personnels chargés des fonctions de veilleur de nuit : amplitude hebdomadaire comprise entre 35 et 43 heures ;

- personnels chargés des fonctions de conducteur d'automobile : amplitude hebdomadaire comprise entre 32 et 43 heures.

En outre, par dérogation aux dispositions du dernier alinéa de l'article 3 du présent Arrêté, l'amplitude journalière maximale des personnels chargés des fonctions de conducteur d'automobile est fixée à 12 heures.

Titre III : Dépassements horaires

Art. 4. (Modifié par Arrêté du 18 juin 2002, art. 1er, JORF du 28) - Pour les personnels soumis à un régime de décompte horaire des heures supplémentaires, les heures supplémentaires effectives réalisées au-delà des bornes horaires hebdomadaires définies dans le cycle de travail et qui ne peuvent dépasser 140 heures par an peuvent faire l'objet d'une compensation en temps. La compensation est décomptée, le cas échéant, au moyen des coefficients de majoration fixés à l'article 5 du présent Arrêté. La récupération s'opère au plus tard dans le trimestre suivant l'accomplissement du temps supplémentaire, sous réserve des nécessités du service. Pour les personnels travaillant dans un service des oeuvres universitaires et scolaires, la récupération des heures supplémentaires s'opère, lorsque le service le permet dans les trois mois suivant l'accomplissement du temps supplémentaire et, au plus tard, dans un délai de six mois.

Titre IV : Sujétions

Art. 5. (Modifié par Arrêté du 18 juin 2002, art. 2, JORF du 28) - Lors de l'élaboration de l'emploi du temps des agents, les sujétions de travail liées à la nature des missions ou à l'organisation des horaires de travail donnent lieu à majoration des heures travaillées, dans la limite de la durée annuelle de travail. Cette majoration s'opère au moyen d'un coefficient multiplicateur selon les modalités suivantes :

- a) Pour la onzième demi-journée travaillée, dès lors que les dix demi-journées consécutives précédentes l'auront été, un coefficient multiplicateur de 1,2 est appliqué ; soit 1 heure 12 minutes pour une heure effective ;
- b) Pour le travail en horaire décalé intervenant avant 7 heures et/ou après 19 heures, et sous réserve d'un travail minimum de deux heures, un coefficient multiplicateur de 1,2 est appliqué ; soit 1 heure 12 minutes pour une heure effective ;
- c) Pour le samedi après-midi, le dimanche ou le jour férié travaillé, un coefficient multiplicateur de 1,5 est appliqué ; soit 1 heure 30 minutes pour une heure effective ;
- d) Pour les interventions de nuit, un coefficient multiplicateur de 1,5 est appliqué ; soit 1 heure 30 minutes pour une heure effective.

Par ailleurs, lorsqu'un travail est exercé en dépassement du plafond hebdomadaire prévu par le cycle de travail, au cours de périodes correspondant à des pics d'activité exceptionnels identifiés dans ledit cycle, un coefficient multiplicateur de 1,1 est appliqué ; soit 1 heure 6 minutes pour une heure effective. Les majorations pour sujétions de travail en horaires décalés ou pour travail exceptionnel de nuit prévues au b et au c ci-dessus ne sont pas applicables aux veilleurs de nuit. Compte tenu de l'organisation particulière des Centres Régionaux des Oeuvres Universitaires et Scolaires et de l'organisation de leurs permanences sur l'ensemble des jours de l'année, les sujétions de travail des personnels ouvriers qui y sont affectés donnent lieu à majoration des heures travaillées au moyen d'un coefficient multiplicateur selon les modalités suivantes :

- pour le dimanche, un coefficient multiplicateur de 2 est appliqué ;
- pour le jour férié, un coefficient multiplicateur de 3 est appliqué ;
- le travail le samedi n'est pas majoré.

Ces coefficients ne sont pas cumulables.

Art. 6. (Modifié par Arrêté du 18 juin 2002, art. 3, JORF du 28) - Pour l'application de l'article 5, la liste des emplois et les modalités de prise en compte des sujétions particulières auxquelles sont soumis certains personnels des Établissements Publics relevant du Ministère de l'Enseignement Supérieur sont fixées par décision du Président ou du Directeur de l'Établissement, après avis des instances compétentes. La liste des emplois et les modalités de prise en compte des sujétions particulières auxquelles sont soumis les personnels travaillant dans un service des oeuvres universitaires et scolaires sont fixées par décision du Directeur du Centre National des Oeuvres Universitaires et Scolaires, après avis du Comité Technique Paritaire central.

Art. 7. - Les coefficients de majoration prévus à l'article 5 ne sont pas applicables lorsque la sujétion fait l'objet d'une contrepartie sous forme d'indemnité ou d'avantages spécifiques de quelque nature que ce soit.

Titre V : Astreintes

Art. 8. - Une astreinte peut être mise en place pour les besoins du service durant la semaine, la nuit, le samedi, le dimanche ou les jours fériés pour effectuer toutes opérations permettant, d'une part, d'assurer

à titre exceptionnel la sécurité des personnes, des installations, des biens mobiliers et immobiliers et, d'autre part, d'assurer la continuité du fonctionnement des services techniques.

Art. 9. - Les astreintes à domicile donnent lieu à compensation selon les modalités suivantes :

a) Temps d'astreinte :

- Nuits du lundi au vendredi : 1 heure de récupération par nuit ;
- Nuits du samedi et du dimanche : 1 heure 30 minutes de récupération par nuit ;
- Demi-journée du samedi, du dimanche ou d'un jour férié : 1 heure de récupération par demi-journée ;
- Journée du samedi, du dimanche ou jour férié : 2 heures de récupération par jour ;
- Période complète du vendredi à 19 heures au lundi à 7 heures : 4 heures de récupération ;

b) Temps d'intervention durant l'astreinte : Il donne lieu à une majoration des heures travaillées au moyen d'un coefficient multiplicateur de 1,5 ; soit 1 heure 30 minutes pour une heure effective.

Art. 10. - Sont notamment susceptibles d'être soumis à astreinte les personnels logés par l'Administration par nécessité absolue de service, à l'exception des personnels ouvriers chargés de l'accueil.

Art. 10-1. (*Ajouté par Arrêté du 18 juin 2002, art. 4, JORF du 28*) - Les infirmières et infirmiers de l'Éducation Nationale logés par nécessité absolue de service dans les Établissements Publics d'enseignement et de formation relevant des Ministres chargés de l'Éducation Nationale et de l'Enseignement Supérieur et comportant un internat assurent trois nuits d'astreinte par semaine de 21 heures à 7 heures.

Titre VI : Temps de déplacement

Art. 11. - Les temps de déplacement effectués dans les heures normales de travail sont inclus dans le temps de travail effectif pour leur durée réelle. En application de l'article 9 du Décret du 25 août 2000 susvisé, les temps de déplacement nécessités par le service et accomplis en dehors des heures normales de travail sont assimilés à des obligations de service liées au travail sans qu'il y ait travail effectif ou astreinte. Sont notamment visés :

- les temps de déplacement, dans le cadre de missions occasionnelles, entre le lieu habituel de travail ou la résidence administrative et un autre lieu de travail désigné par l'employeur ainsi que les temps de déplacement entre les Établissements d'exercice pour les personnels assurant un service partagé ;
- les temps de déplacement liés à des fonctions itinérantes au sein d'une zone géographique identifiée, qui sont décomptés pour leur durée réelle dans la limite de deux heures par jour, déduction faite du temps de trajet entre le domicile et le lieu habituel de travail ou la résidence administrative.

Ne font pas partie du temps de travail effectif les déplacements entre le domicile et le ou les lieux de travail habituels.

Titre VII : Dispositions finales

Art. 12. - L'Arrêté du 8 janvier 1986 relatif aux obligations de service des personnels administratifs, techniques, ouvriers et de service des Établissements d'Enseignement Supérieur Publics relevant de la tutelle du Ministère de l'Éducation Nationale et l'Arrêté du 25 avril 1995 relatif aux conditions d'aménagement des horaires de travail des personnels ouvriers et de laboratoire du Ministère de l'Éducation Nationale sont abrogés.

Art. 13. - La Directrice des personnels administratifs, techniques et d'encadrement, les Recteurs, les Présidents d'Université et les Présidents ou Directeurs des autres Établissements Publics relevant de l'Enseignement Supérieur sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent Arrêté, qui prend effet au 1er janvier 2002 et sera publié au Journal Officiel de la République Française.

Fait à Paris, le 15 janvier 2002.

Le Ministre de l'Éducation Nationale,
Jack Lang

*Le Ministre de la Fonction Publique
et de la Réforme de l'État,*
Michel Sapin

*Le Ministre de l'Économie,
des Finances et de l'Industrie,*
Laurent Fabius

La Secrétaire d'État au Budget,
Florence Parly